

# **EN COLOMBIE ET AU PÉROU, LA VICTOIRE DES DROITES ET SES LIMITES**

PAR

**Christophe VENTURA**

**Directeur de recherche à l'IRIS**

NOTE D'ACTUALITÉ - JUILLET 2026

Note d'actualité réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de développement.

Deux nouvelles élections présidentielles, en **Colombie** et au **Pérou**, confirment l'essor des droites radicales en Amérique latine<sup>1</sup>.

Dimanche 21 juin 2026, Abelardo de la Espriella (Défenseurs de la patrie) est devenu le 44<sup>e</sup> président de la Colombie au terme d'une élection marquée par deux records : un taux de participation de 63 % des électeurs, le plus élevé lors d'un scrutin présidentiel depuis 1998, et l'étroitesse de l'écart final ayant départagé les deux candidats du second tour. En effet, une différence de moins de 1 % des voix (un peu plus de 251 000 suffrages sur plus de 26 millions de votes au total) a permis à l'avocat de 47 ans, novice en politique, de l'emporter sur son concurrent Iván Cepeda<sup>2</sup>. Ce dernier était le candidat du Pacte historique, le parti de centre-gauche au pouvoir depuis 2022 sous la présidence de Gustavo Petro.

C'est la première fois qu'un président est élu en Colombie avec moins de la moitié des suffrages (49,2 %). Abelardo de la Espriella prendra ses fonctions le 7 août. Iván Cepeda a reconnu sa défaite, « *un acte de responsabilité démocratique* », tout en dénonçant de multiples irrégularités, « *une opération massive d'achats de votes* » et « *l'ingérence étrangère manifeste et injustifiée dans les affaires intérieures de la Colombie, notamment les interventions du gouvernement américain et, en particulier, celles du président Donald Trump en faveur de la candidature d'Abelardo de la Espriella* »<sup>3</sup>. Pour que Bogotá continue de bénéficier du soutien économique, financier et sécuritaire de Washington, Donald Trump avait, le 3 juin sur son réseau Truth Social, demandé aux Colombiens de voter pour Abelardo de la Espriella. Ce dernier est titulaire des nationalités américaine, italienne et colombienne. Il est membre du Parti républicain aux États-Unis et électeur revendiqué du locataire de la Maison-Blanche.

Le 30 juin, Iván Cepeda a exigé de son adversaire victorieux qu'il renonce à sa citoyenneté américaine, qu'il prouve ne pas être membre ou collaborateur d'agences de sécurité aux États-Unis (notamment la DEA - *Drug Enforcement Administration* - et la CIA - *Central Intelligence Agency*), et qu'il renonce à toute persécution judiciaire contre M. Petro ou d'autres opposants politiques avec l'appui ou à la demande des autorités américaines. Sans quoi, le « *leader de l'opposition* » prévient qu'il reviendra sur sa décision initiale et qu'il empruntera le « *chemin de la désobéissance civile pacifique qui implique de ne pas reconnaître l'autorité de quelqu'un qui ne défend pas la souveraineté nationale* » (réseau social X, 30 juin 2026).

Au Pérou, Keiko Fujimori, fille de l'autocrate Alberto Fujimori (1990-2000), a vu sa victoire confirmée par les autorités électorales le 29 juin, après trois semaines de vérification des résultats du second tour de l'élection présidentielle, organisé le 7 juin. Elle affrontait le candidat de gauche Roberto Sanchez, héritier politique de l'ancien président Pedro Castillo (2021-2022),

<sup>1</sup> Sur ce sujet et les causes du phénomène, lire Christophe Ventura, « En Amérique latine, l'expansion des droites », note d'actualité réalisée pour le compte de l'AFD, février 2026, <https://www.iris-france.org/en-amerique-latine-expansion-des-droites/>

<sup>2</sup> Le 25 juin, le Conseil électoral national (CNE) colombien a publié les résultats définitifs : 12 960 166 voix pour M. de la Espriella ; 12 708 312 pour M. Cepeda.

<sup>3</sup> José Carlos Cueto, « Iván Cepeda reconoce la derrota en las elecciones de Colombia y De la Espriella será el nuevo presidente », *BBC*, 24 juin 2026, <https://www.bbc.com/mundo/articles/cn756p401zvo>.

destitué par le Congrès puis condamné, le 27 novembre 2025, à onze ans de prison pour « conspiration en vue d'une rébellion » après avoir dissous le Congrès – alors dominé par le parti Force populaire de Keiko Fujimori – en décembre 2022. **Après trois tentatives infructueuses (2011, 2016, 2021), dans un pays qui a connu huit présidences depuis 2016, Keiko Fujimori a remporté le scrutin avec 50,13 % des voix (9 223 396 suffrages) contre 49,86 % (9 173 755) pour son rival.** Tandis que le vote est obligatoire au Pérou (contrairement à la Colombie), moins de 50 000 voix sur plus de 18 millions de suffrages séparent les deux adversaires, **soit un écart final de 0,13 % entre eux.**

La dirigeante de la droite péruvienne prendra ses fonctions le 28 juillet tandis que son opposant malheureux conteste les résultats. Roberto Sanchez l'a emporté à l'intérieur du pays, mais le vote des Péruviens résidant à l'étranger, et notamment aux États-Unis, s'est révélé décisif pour assurer la victoire à Keiko Fujimori. Le candidat de gauche dénonce des irrégularités dans le déroulement du scrutin à l'étranger. Il exige l'annulation des résultats dans les représentations consulaires et le recomptage des voix. Et annonce des mobilisations populaires à venir dans le pays.

## **NÉOLIBÉRALISME, POLITIQUES SÉCURITAIRES, ALIGNEMENT SUR WASHINGTON**

Si la trajectoire personnelle des deux vainqueurs de droite et leur positionnement au sein du système politique local diffèrent, leurs orientations générales convergent.

Le nouveau locataire de la Casa de Nariño à Bogotá a bâti sa stratégie de conquête du pouvoir contre la gauche, en cherchant à capter le vote « antipétriste », mais également contre le système politique dans son ensemble et les partis traditionnels, y compris ceux de droite qui l'ont rallié au second tour. Soutenue par les médias dominants, les milieux économiques et la plupart des églises évangéliques (18 % de la population se déclare évangélique) et catholiques conservatrices, la candidature de Abelardo de la Espriella a émergé en dehors des partis. **Figure « antisystème », « le Tigre »** (le surnom qu'il s'est lui-même choisi) a mené une campagne intense sur les réseaux sociaux, qui constituent la principale source d'information de 64 % des Colombiens (contre 66 % au Pérou)<sup>4</sup>, ainsi qu'à travers d'espaces de sociabilité politique

<sup>4</sup> 57 % au Brésil, 61 % en Argentine, 63 % au Mexique, 65 % au Chili. Dans « Democracias bajo presión: Reimaginar los futuros de la democracia en América Latina y el Caribe 2026 », Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 11 mai 2026, <https://www.undp.org/es/latin-america/publicaciones/informe-sobre-democracia-y-desarrollo-democracias-bajo-presion-reimaginar-los-futuros-de-la-democracia-en-america-latina>.

À titre de comparaison, cette proportion est de moins de 40 % au sein de la population de l'Union européenne - et de 42 % dans la tranche des 16-30 ans (sources : [https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20231115IPR11303/la-television-principale-source-d-information-les-medias-sociaux-progressent?utm\\_source=chatgpt.com](https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20231115IPR11303/la-television-principale-source-d-information-les-medias-sociaux-progressent?utm_source=chatgpt.com) et [https://fr.euronews.com/my-europe/2025/02/19/les-reseaux-sociaux-sont-desormais-la-principale-source-d-information-des-jeunes-europeens?utm\\_source=chatgpt.com](https://fr.euronews.com/my-europe/2025/02/19/les-reseaux-sociaux-sont-desormais-la-principale-source-d-information-des-jeunes-europeens?utm_source=chatgpt.com)).

extérieurs aux cadres traditionnels de mobilisation (partis, syndicats, etc.), tels que les églises ou les associations sportives, familiales, etc.

À l'inverse d'Abelardo de la Espriella, Keiko Fujimori (51 ans) s'inscrit dans une longue histoire politique au Pérou. Revendiquant l'héritage de son père condamné pour corruption et crimes contre l'humanité, elle dirige le « fujimorisme » péruvien, qui domine la droite nationale depuis la chute de ce dernier. Elle a été la première dame du pays entre 1994 et 2000 après le divorce de ses parents, puis députée entre 2006 et 2011. Présidente du parti Force populaire (Fuerza Popular) depuis 2010, formation qui s'appuie sur un puissant ancrage clientéliste, elle s'est présentée trois fois à l'élection présidentielle avant de l'emporter en 2026.

**Abelardo de la Espriella incarne une nouvelle génération de dirigeants issus des segments les plus radicalisés des droites latino-américaines**, à l'instar du président salvadorien Nayib Bukele, ou de Javier Milei en Argentine. **Keiko Fujimori, pour sa part, relève d'une dynamique différente, caractérisée par la radicalisation de droites initialement plus institutionnalisées et enracinées dans des partis traditionnels.** Cette configuration est illustrée, notamment, par le cas de José Antonio Kast au Chili, lequel, après sa rupture en 2016 avec l'Union démocratique indépendante (UDI), a entamé une trajectoire d'autonomisation politique en se présentant à l'élection présidentielle de 2017, avant de fonder le Parti républicain (PR) en 2019, ou encore par celle de Daniel Noboa en Équateur.

**Ces deux composantes des droites latino-américaines, bien que distinctes dans leurs trajectoires de formation, leurs degrés d'institutionnalisation et le profil de leurs dirigeants, convergent vers un même projet politique. Celui-ci s'articule autour d'une idée centrale : le retour à l'ordre dans toutes les dimensions de la société.**

Sur le plan économique, Keiko Fujimori et Abelardo de la Espriella promettent de réduire la taille, les dépenses et les interventions de l'État, et de promouvoir des politiques fiscales visant à attirer les investissements privés dans des secteurs tels que les technologies, l'intelligence artificielle (IA), l'énergie, les industries minières et agricoles, ainsi que les ressources naturelles. La première annonce un « choc de dérégulation », le second une « grande révolution de la dérégulation ».

Sur le plan sécuritaire, un axe central de leurs programmes respectifs, les deux présidents s'engagent à renforcer les forces de sécurité et à moderniser leurs équipements (notamment technologiques – drones, IA), ainsi qu'à accroître la militarisation de la sécurité publique afin de lutter contre le crime organisé, les groupes armés et le trafic de drogues (le président colombien promet la destruction des cultures de coca et une action militaire contre les cartels). La mobilisation de ces forces doit également permettre de lutter contre l'immigration clandestine (vénézuélienne, cubaine ou haïtienne notamment). Dans ce cadre général, Abelardo de la Espriella promet la construction de dix mégaprisons de haute sécurité sur le modèle salvadorien et de dix autres de réhabilitation. Keiko Fujimori, de son côté, prévoit celle de quatre centres de

sécurité maximale, de quatre autres « standards » et d'un établissement pénitentiaire pour mineurs.

Sur le plan sociétal, les deux dirigeants affichent leur position contre l'avortement et le mariage homosexuel. Abelardo de la Espriella a néanmoins indiqué qu'il ne prendrait pas d'initiatives directes visant à remettre en cause ces droits (le mariage homosexuel est légalisé en Colombie depuis 2016 et l'avortement est dépénalisé depuis 2022).

En matière de politique étrangère, le nouveau président colombien affiche son alignement sur les États-Unis, et plus particulièrement sur Donald Trump. Il souhaite le retour de bases militaires américaines sur le territoire et l'intégration de la Colombie au « bouclier des Amériques », la coalition de pays latino-américains pro-Washington dans la région, lancée le 7 mars 2026 en Floride. Cette dernière vise à mettre en œuvre la feuille de route de la « doctrine Donroe » et de son « corollaire Trump » (lutte contre le narcotrafic et le crime organisé, blocage de l'immigration vers les États-Unis, endiguement de la Chine dans « l'hémisphère occidental » – le continent américain dans la terminologie de Washington). Pour sa part, Keiko Fujimori, idéologiquement proche du président américain doit néanmoins composer avec une autre réalité péruvienne : la Chine est le premier partenaire économique et commercial du pays andin. Le programme présidentiel défend ainsi une « *relation stratégique équilibrée entre les États-Unis et la Chine* » et l'application d'un principe de « *non-alignement automatique avec aucune puissance* ».

## AU RISQUE DE L'INGOUVERNABILITÉ

**Les victoires étriquées d'Abelardo de la Espriella et de Keiko Fujimori confirment et renforcent les dynamiques de fragmentation et de polarisation à l'œuvre en Colombie et au Pérou, et signalent l'ouverture d'une période d'incertitudes politiques.**

En Colombie, le mouvement politique du président nouvellement élu n'est pas représenté à la Chambre et au Sénat. Pour gouverner le pays, il devra s'appuyer sur les partis de la droite traditionnelle, qu'il a vilipendé durant la campagne, et intégrer plusieurs de leurs figures au sein de son exécutif. Du côté de l'opposition, plusieurs interrogations demeurent : Iván Cepeda, sénateur, s'imposera-t-il comme son chef ? L'espace politique dessiné par le second tour dépasse en effet largement le seul électorat de la gauche colombienne regroupé au sein du Pacte historique<sup>5</sup>. Survivra-t-il durablement ? Quel rôle jouera le président sortant Gustavo Petro dans la recomposition politique en cours ?

Au Pérou, Keiko Fujimori dirige un pays fracturé dans lequel aucun parti ne dispose de majorité au Congrès. Force populaire comptabilise 41 sièges à la Chambre des députés (sur 130) et 22 au Sénat (sur 60). La nouvelle présidente, qui n'a obtenu que 17 % des voix sur son nom au premier tour de l'élection présidentielle, devra gouverner en négociant avec les autres formations

<sup>5</sup> Le Pacte historique constitue la première force politique au sein du Congrès, mais ne dispose que de 44 sièges sur 181 à la Chambre des représentants et de 26 sur 102 au Sénat.

d'extrême droite et de droite, et en s'appuyant sur le maillage clientéliste de son parti dans les territoires. Roberto Sanchez, qui n'a pas été élu député à Lima en avril 2026, fait face aux mêmes difficultés que celles rencontrées par la gauche en Colombie. Le score qu'il a obtenu le 7 juin dépasse largement le poids de ses propres forces. Son parti, Ensemble pour le Pérou (Juntos por el Perú), n'a rassemblé que 12 % des suffrages au premier tour (12 avril) et dispose de 32 sièges à la Chambre et 14 au Sénat. Dans ces conditions, le candidat malheureux pourra-t-il maintenir la cohésion d'alliances construites avec le seul objectif d'empêcher la victoire du fujimorisme ?

Ces questions se posent alors même que les politiques radicales, sur les plans économique et sécuritaire, que se sont engagés à mettre en œuvre les nouveaux gouvernements en cours de formation risquent d'exacerber les tensions sociales et les logiques de conflictualité.

© IRIS - Tous droits réservés

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale. L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, l'organisation d'évènements et la formation.



[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)

LinkedIn : IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

X : @InstitutIRIS - Facebook : InstitutIRIS - Instagram : institut\_iris

2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France - Tél : + 33 (0) 1 53 27 60 60

---

## Pour un monde en commun

---

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



[www.afd.fr](http://www.afd.fr)

LinkedIn : AFD - Agence Française de Développement

X : @AFD\_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd\_france

5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France - Tél. : +33 1 53 44 31 31